Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les élections du 4 mai en Algérie : Un non-évènement ou un nouveau départ?

Par Chems Eddine Chitour
Mondialisation.ca, 04 mai 2017

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Analyses: LE MAGHREB

Photos : Affiche des élections législatives du 4 mai en Algérie (source : Algérie: scandale à l'algérienne sur les affiches des élections législatives du 4 mai 2017, Almowatine, 25 mars 2017)

«Un homme politique pense aux prochaines élections, un homme d'Etat pense aux prochaines générations.»

On aura tout dit des élections qui, chaque fois, déçoivent. De quoi s'agit il ? Il s'agit délire plus de 400 députés dont un tiers de femmes (conformément à la constitution) . Justement cette nouvelle mandature se fait dans des conditions différentes. Elle est consacrée par la nouvelle constitution et le mandat de cinq ans sera toujours en « activité » après la nomination de nouvelles élections présidentielles prévues en 2019.

Plus de 60 partis ont déclaré leur participation. Certains ont préféré ne pas participer n'ayant pas toutes les garanties de transparence. On annonce même près d'un millier d'indépendants sur les plus de 11000 candidats. Il a donc un frémissement de la société civile qui peut être jouer un rôle.

Le spectre de l'abstention

En règle générale l'abstention est un marqueur de l'adhésion ou du refus des électrices et électeurs à la votation qu'on leur propose. Au-delà de 40 % il y a à l'évidence une défiance qui est synonyme d'illégitimité. Dans certains pays les élections sont refaites quand ce chiffre dépasse les 50 % De mon point de vue, les élections auront lieu comme les précédentes et les Algériens tétanisés par un quotidien difficile et surtout du fait que par-dessus tout, la paix est revenue, Le citoyen par atavisme laissera passer ces élections, l'essentiel, «*Lahna*», « la paix » surtout s'il prend exemple sur les malheurs des autres pays voire même la disparition programmée de ces pays en tant qu'Etat-Nation (Somalie, Yémen… Libye voire tentative de détruire des civilisations dix fois millénaires comme la Syrie ou l'Irak)

Cependant, il faut être honnête! Cette relative sécurité-stabilité est due au premier chef aux Algériens vaccinés par la décennie noire et, qui décourage de ce fait toute aventure par leur refus de l'inconnu, elle est due aussi à l'armée monolithique qui fait le job visant à sécuriser le pays, comme elle est due aussi, malgré la chute drastique des prix du baril, à une gestion prudente qui fait que l'Algérie garde encore la tête hors de l'eau.

Certes, les promesses faites ne sont jamais tenues. Comme dans tous les pays du monde. Certes, le simulacre des élections donne le change, le citoyen sollicité pense qu'il est

important, que sa situation va changer. A de rares exceptions, les choses ne changent pas et comme disait l'ancien président Jacques Chirac: «Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.» Il y a cependant, trois petits bémols dans les pays développés. En premier lieu, il est rare que les élections soient remises en cause, en clair il n'y a pas de fraude de grande ampleur et les candidats acceptent le verdict des urnes dans les minutes de l'annonce. Le deuxième bémol est que les candidats présentent des minimums de compétence connus et reconnus. Le troisième bémol de loin le plus important est qu'il existe une justice indépendante qui veille sur la norme et, les hommes politiques quels qu'il soient sont des justiciables qui rendent compte notamment en cas de malversation.

Les raisons structurelles de la désaffection

Nous voyons en creux tout ce qui explique le désamour des Algériens pour un devoir citoyen. Pour avoir depuis de longues années suivi de loin l'activité partisane, j'ai acquis la conviction que les partis politiques ne font pas preuve d'imagination et pour la plupart sont prisonniers d'un schéma, celui des temps morts d'une Algérie figée à 1962 avec toujours les mêmes travers et les mêmes réponses à ces travers.

Pour le politologue Tewfik Hamel, interviewé par Amar Ingrachen :

> «le paysage politique manque de sang neuf». Pour lui les candidats sont loin de répondre aux attentes et exigences de la population. Sans exception. «La médiocrité. Les populations veulent la démocratie, mais aussi l'efficacité. Des élus sans culture d'Etat et sans instruction sont un frein à la démocratisation et la décentralisation. Décentraliser davantage dans ces conditions c'est comme fournir une fusée à son fils de dix ans. On est en pleine campagne pour les législatives du 4 mai prochain. Ces élections sont considérées comme étant importantes et par les partis de l'opposition et par ceux au pouvoir, surtout qu'elles interviennent dans une conjoncture post-réforme.(…) Il n'y a pas de sang nouveau qui a été injecté dans le paysage politique. Une élection n'est pas une fin, mais un moyen pour améliorer la situation des populations tout en ayant le sentiment qu'elles participent à la prise de décision.» (1)

Le politologue incrimine la classe politique, mais aussi la société civile sans qu'il la définisse:

> «Les hommes et partis politiques n'ont pas été à la hauteur des attentes La société civile est presque inexistante et les partis politiques d'opposition sont fragiles et fragmentés. Mais il y a des réalisations. Il faut avoir à l'esprit que l'Algérie réalise l'un des taux les plus élevés dans le monde en termes de développement humain. Les partis ne sont pas représentatifs de la société algérienne. La force active est de plus en plus jeune et instruite alors que les appareils des partis sont entre les mains de vieux bureaucrates et souvent sans diplômes. (…) En fait, la plupart des bureaucrates s'opposent au changement, car cela représente une menace directe pour leur position. (…) Tous les partis souffrent de faiblesses difficilement surmontables sans un vrai travail de renouvellement. Ni programme ni bonne idée ni leadership charismatique fort ni une stratégie de communication cohérente systématique.» (1)

Enfin Tewfick Hamel dénie aux partis politiques le fait de présenter des programmes dignes de ce nom, il éclaire sur ce que doit être un programme:

> «Un programme?! Au-delà des cacophonies, la seule chose proposée est de dépenser l'argent public et jouer sur (et manipuler) la fibre nationaliste. Un programme c'est un ensemble de projets chiffrés, indiquant pourquoi, comment et combien au moins en termes généraux. C'est proposer un cap, une direction… Proposer un programme financièrement réalisable, politiquement possible et souhaitable. Une phase de pédagogie et d'explication est indispensable. Cela nécessite un travail de planification rigoureux (…) Les partis politiques algériens sont-ils dotés de commission de réflexion et de planification? probablement non, ou sont des coquilles vides, sinon comment expliquer que la moitie des candidats n'a pas le bac (…).» (1)

Le professeur émérite de sociologie et d'anthropologie linguistique, Rabah Sebaâ va plus loin il plaide pour une crédibilisation de la vie politique à travers une refondation des institutions «largement entamées par un encadrement humain qui n'arrive plus à répondre aux attentes de la société». Ecoutons-le aller dans le même sens:

> «(…) Concernant l'Algérie, il est loisible de constater qu'entre deux échéances électorales, c'est le vide sidéral. L'agitation artificielle et éphémère qui accompagne chaque campagne a pour objectif de faire accroire à un semblant de joute démocratique destinée principalement à la consommation extérieure. (…) La panacée sécuritaire se trouve à présent dans toutes les campagnes électorales à l'échelle planétaire. La menace terroriste étant de plus en plus agressive, la sécurité s'érige en priorité, même si la situation géographique de l'Algérie, avec la Libye, la Tunisie, le Mali et le Maroc comme pays frontaliers, lui donne objectivement plus d'acuité. (…) l'instrumentalisation à outrance d'un grand nombre d'aspirations, somme toute légitimes, produit, au final, de la suspicion comme prélude à la lassitude. Et la lassitude est le premier fondement de l'abstention. (…) C'est dire le niveau de non-fiabilité atteint depuis quelques années par ces scrutins. Sans compter l'absence de crédibilité de la majorité des candidats aux différentes élections qui fait grossir d'année en année les rangs des abstentionnistes» (2).

Le professeur Rabah Sebaâ nous rappelle les méthodes coloniales de manipulation électorale à la Naegelen amalgamée avec le tribalisme:

> «(…) Dans l'Algérie profonde, les prétendants à la députation se départagent souvent en fonction des appartenances tribales. Il s'agit d'une pratique qui a prévalu déjà à l'époque coloniale. Après l'indépendance, on s'est accommodé de ce schéma à forte dose d'ethnicité par manque de courage politique. (…) L'appartenance tribale garantit le nombre de voix fondé sur les liens du sang. Dans cette arithmétique lignagère, l'exercice de la citoyenneté est phagocyté par le recours à la tribalité. (…) Alors que dans les plus grandes démocraties du monde, seulement deux ou trois partis se disputent à chaque fois l'issue du scrutin. Comme le politologue Tewfik Hamel, le professeur Sebaâ dénie la dénomination de parti: «Je pense écrit-il, que pour le cas de l'Algérie la notion de parti est impropre. Il s'agit en fait de groupements et de regroupements d'intérêts conjoncturels ou plus durables en vue d'objectif, généralement à court terme, visant une parcelle de pouvoir. Ce qui explique qu'en dehors des parenthèses électorales, il n'ont aucun rôle dans l'organisation de la vie autour de la cité» (2).

Pointant du doigt l'autoproclamation et la fraude il conclut:

> «(…) L'une des gymnastiques favorites des Algériens, érigée en constante

> nationale, est l'auto-proclamation. Chacun peut se prévaloir d'être le plus fort, sans se sentir dans l'obligation de fournir la moindre preuve matérielle de cette force. (..;) Quant à la fraude, il est de l'ordre de l'évidence de dire qu'elle est une pratique avérée, bien huilée, généralisée et institutionnalisée. (…) Quant aux «partis» qui sont, dans la plupart des cas, des supports ou des appendices de ce pouvoir, ils s'acclimatent parfaitement à l'environnement trouble dans lequel ils se fabriquent et s'agitent pour parvenir à quelques résidus ou débris de pouvoir sous forme de strapontins.» (2)

Constatant l'échec de l'élite il ajoute:

> «(…) Les institutions supposées produire du savoir, comme l'université, ont une grande part de responsabilité dans cette absence. Mais connaissant l'état comateux de l'université algérienne, il n'y a rien à attendre d'elle. Au grand bonheur d'un pouvoir politique qui se délecte de cette inertie et de cette absence. On peut regretter que ces deux responsables personnalités scientifiques ne donnent pas des voies de solution pour normaliser la pratique de la consultation électorale. Le professeur Sebaâ en appelle cependant à une crédibilisation de la vie politique par une restauration de la confiance très largement entamée. Il est différent d'une quelconque moralisation de la vie politique qui consisterait à affubler le personnel et la pratique politique de vertus morales et de valeurs éthiques. Crédibiliser les institutions politiques signifie leur refondation sur des bases capables de répondre aux attentes sociétales. Ce qui ne saurait se faire sans une nomenclature humaine compétente et surtout crédible». (2)

Le refus en clip de voter

Les partis politiques sont totalement déconnectés de la réalité mis à part viber, Ils ne connaissent rien aux dynamiques profondes qui meuvent les jeunes Cependant, il ne faut pas croire que les jeunes ne se sentent pas concernés. Leurs dynamiques souterraines et leur clé de décodage de la pratique politique mérite que l'on s'y attarde. Il y a d'abord les nihilistes qui à juste titre, énumèrent tous les travers d'un Etat autiste en face de la détresse multiforme de la jeunesse. Je veux rapporter sous forme d'un clip le désespoir en chanson de:

> «Chemseddine Lamrani technicien en informatique, lit-on dans la contribution suivante, n'est pas un politicien, mais il a réussi à attirer l'attention mieux que n'importe quel candidat aux législatives du 4 mai prochain. Sous le pseudo DZjoker, il a enflammé les réseaux sociaux jeudi 27 avril au soir en publiant sa nouvelle vidéo «Mansotich» (Je ne sauterai pas), un véritable manifeste pour le boycott. (…) » (3)
>
> « Totalisant plus d'un demi-million de vues moins de 24 heures après sa publication sur YouTube, elle a été partagée en masse sur Facebook et Twitter et des dizaines de milliers de personnes ont félicité son auteur.» (1500.000 vues) «Je l'ai écrite (la vidéo) et tournée avec les tripes», a écrit DZjoker. Le titre, une allusion pour ne pas dire «manvotich» (Je ne voterai pas), est aussi un jeu de mots sur le slogan officiel «Seme3 Sotek» (fais entendre ta voix). En forme de poème, le texte, écrit et lu par le comédien, interpelle un personnage féminin (comprendre l'Algérie). DZjoker lui reproche de ne lui demander de «faire entendre sa voix» que durant les périodes électorales et d'ignorer ses revendications, ses droits le reste du temps. Les différents rôles dans la vidéo représentent les arguments du désintérêt, de la méfiance qu'ont les Algériens envers la classe politique. Un jeune supporter d'un club de football auquel on

> reproche son «ignorance» accuse l'école, «gratuite mais de bas niveau». Un patient sur un lit d'hôpital qui critique la mauvaise qualité des soins Une personne aux besoins spécifiques qui dénonce le montant dérisoire de sa pension mensuelle. Tous répètent: «Mansotich!». (3)

«Si j'étais député» des étudiants

Les autres s'expriment par anaphore. Parodiant François Hollande -face à Nicolas Sarkozy le fameux Si je suis président martelé quinze fois, a mis KO debout Sarkozy-, les étudiants déclarent les choses qu'ils feraient s'ils étaient députés.

> «Les étudiants algériens s'expriment. Le temps d'une vidéo, d'un peu plus de six minutes, le club estudiantin de l'Ecole Nationale Polytechnique, le CAP, affiche son programme «électoral» ». Sans démagogie, sans langue de bois, ils font résonner cette piteuse campagne électorale. Qu'à cela ne tienne », lit-on sur une contribution parue sur Liberté de plusieurs étudiants se proposant comme alternative. A défaut d'activités partisanes, ou d'adhésion à des programmes politiques invisibles et incolores, ces jeunes veulent dépasser le stade des lamentations.. C'est sous la forme d'une vidéo (réalisée pour la Rédaction numérique de Liberté), que plusieurs étudiants ont entonné un Si j'étais député ». Tout y est passé, la santé, le salaire des députés, la connaissance de l'Algérie profonde, le train de vie de l'Etat.» (4)

On le voit, les jeunes ne sont pas écoutés, l'exemple qu'on leur donne c'est celui de la «*chkara*». (sacs contenant des milliards qu'on ne compte plus mais que l'on pèse) Personne ne s'intéresse à leur avenir si ce n'est avec des mots creux et des slogans qui n'ont plus court. On comprend que les jeunes tentent de garder la tête hors de l'eau en tournant le dos à leur pays, ils vivotent chacun à sa façon. Pourtant, ce sont des cris de détresse mais aussi d'amour pour leur pays. Certains parmi les diplômés tentent l'aventure. Ainsi on apprend que la France siphonne en moyenne 21 000 Algériens parmi les meilleurs; l'université algérienne est une machine à exporter gracieusement la matière grise nationale au profit des universités occidentales. Sur 8000 candidats inscrits dans ces universités, avec 6000 euros sur leur compte. Ce sont des devises que l'on sacrifie en prime d'offrir un jeune.

Pour moi, tant que les hommes politiques ne rendent pas compte il n'y aura pas de confiance de la part du citoyen. Cela commence avec la déclaration de biens avant et après la mandature ce qui permet avec une justice indépendante de traquer les signes extérieurs de richesses indues. Cela ne suffit pas, il est très difficile à un député d'être objectivement opérationnel si c'est un analphabète dans les grands défis qu'il se doit de maîtriser.

Pour avoir écouté avec beaucoup d'efforts les programmes politiques, j'ai acquis la conviction qu'ils racontent n'importe quoi assortis des 200 mots de la langue de bois sur le peuple algérien capable de miracles, alors que tout est construit par le savoir. Aucun parti politique ne parle de la formation, de l'éducation, de la nécessité d'introduire l'informatique à l'école primaire, la robotique, comment projeter l'Algérie dans le XXIe siècle avec une mentalité de vainqueur.

Justement, à propos de Développement durable aucun parti politique ne sait réellement en quoi cela consiste. En quoi il est important de ne pas continuer la politique suicidaire qui consiste à miser sur les énergies fossiles et à la marge parler des énergies renouvelables; personne ne dit que nous avons dix ans de retard, que le solaire est aussi rentable que le

gaz; que nous perdons chaque année 40 milliards de m^3de gaz dont une grande partie aurait pu être couverte par l'électricité solaire. C'est près de 500 milliards de m3 de gaz de perdu pour les générations futures d'ici 2030! Personne ne met les pieds dans le plat, à savoir qu'il ne faut plus continuer à subventionner l'énergie, mais définir la part que l'Etat peut garantir aux classes vulnérables sans les inciter au gaspillage. Plus que jamais, la vérité des prix est à l'ordre du jour s'agissant de l'électricité, du gaz, de l'essence, de l'eau, du pain. C'est cela une vision du futur qui permettra aux jeunes de se sentir concernés.

S'il y a un cap, ils suivront, ils suivront pour les grands chantiers, pour le développement du Sud, pour de nouveaux challenges avec des villes nouvelles, de nouveaux métiers; de nouveaux diplômes. De mon point de vue et devant la faiblesse du discours, l'Etat ferait oeuvre utile en mettant en oeuvre des séminaires obligatoires avec évaluation pour les députés, leur faire toucher du doigt une autre réalité que celle de l'argent, du népotisme. Leur dire qu'il y a des jeunes brillants qui souffrent d'être sur la touche. Qu'ils n'ont pas le droit de sacrifier l'Ecole, d'instrumentaliser l'Ecole pour des manoeuvres bassement électoralistes. Les chantiers sont immenses. Seule une vision d'ensemble et l'amour du bien commun permettront à ce pays de sortir des temps morts actuels qui sont trompeurs. Nous sommes avertis.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger

Notes

1.Tewfik Hamel, «le paysage politique manque de sang neuf» L'Expression 25 avril 2017

2 . https://www.letempsdz.com/index.php/132-actualite/189663-rabah-sebaa,-sociologue-%C2%ABen-alg%C3%A9rie,-la-notion-de-parti-politique-est-impropre%C2%BB

3.http://www.huffpostmaghreb.com/2017/04/28/story_n_16309468.html?utm_hp_ref=societe-algerie

4.http://www.liberte-algerie.com/cap-enp-red-num-liberte/le-si-jetais-depute-des-etudiants-video-268465

Vidéo du jeune rappeur https://youtu.be/W_zLD5aPOjg

Ma vidéo de participation à l'émission « Question d'Actu du 1er mai 2017 https://www.youtube.com/watch?v=dT4DA0g_6GE&feature=youtu.be

Article de référence : http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/265818-un-non-evenement-ou-un-nouveau-depart.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Chems Eddine Chitour, Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : Chems Eddine Chitour

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca